

Vademecum JS :

**des négociations délicates...
mais pas (encore) périlleuses.**



Le vademecum JS doit venir clarifier le fonctionnement des services Jeunesse & Sports. Il n'éludera pas les sujets polémiques dont les interprétations diverses nourrissent certaines tensions avec nos hiérarchies locales. Mais les consensus, arbitrages ou clarifications n'interviendront que dans un second temps.

1. Quel vademecum et pour quoi faire ?

Le SNAPS et l'UNSA Education le demandaient depuis 2019 : la rédaction d'un vademecum sur le fonctionnement et l'organisation des services et établissements JS est enfin sur les rails. Autant à destination des rectorats, qui ont toujours beaucoup de mal à s'adapter à nos réalités professionnelles, qu'à destination des agents eux-mêmes pour les guider dans leur quotidien, ce vademecum a vocation à rappeler l'ensemble des règles applicables aux services et agents JS. Il est le fruit du transfert OTE de 2021 à « iso-périmètre, iso-statut, iso-missions ». Le nécessaire travail d'inventaire sur « l'iso-statut » avait sans cesse été repoussé. Il était pourtant plus que temps de répertorier, clarifier et réaffirmer nos règles spécifiques. Tant pour finir d'acculturer les services du MEN que pour tenter de régler les irritants encore trop nombreux.

2. Que faire des sujets polémiques ?

Ce vademecum abordera inévitablement l'article 10, les contrats d'objectifs des CAS/CEPJ/formateurs, la notion de supérieur hiérarchique direct, peut-être même le rôle des PTP dans la sécurisation des pratiques. Tous ces sujets donnent lieu à des interprétations divergentes entre les PTP et leurs hiérarchies, car les textes ne sont pas clairs. Ce qui génère régulièrement des incompréhensions, des tensions, des conflits, voire des contentieux. Le SNAPS et l'UNSA Education, en syndicats responsables, ont demandé et obtenu que ces sujets délicats ne soient pas éludés, mais que leur étude soit reportée à la 2^{ème} version du vademecum prévue pour septembre 2026 (une 1^{ère} version limitée aux sujets « consensuels » est prévue pour septembre 2025). La DGRH y a consenti en supprimant la partie sur le SHD présentée en groupe de travail le 05 mai.

3. Négociations délicates ou péril pour nos missions et modalités d'intervention ?

Ces sujets polémiques ne sont pas nouveaux. Pour le SNAPS et l'UNSA Education, les régler serait de nature à apaiser les relations entre les PTP et leurs hiérarchies. Nous défendrons évidemment nos missions et nos modalités d'interventions si spécifiques. Nous avons de sérieux arguments à exposer, juridiques, historiques et pragmatiques. Au besoin, nous les ferons valoir devant la justice administrative. Mais nous n'en sommes pas là. Des concertations préalables sont en cours pour se comprendre. Et les échanges démontrent que des consensus sont possibles. Nous n'aurons peut-être pas gain de cause sur tous les points, mais nous estimons que les accords ou les arbitrages contribueront à ramener un peu de sérénité dans nos relations avec nos hiérarchies.



**Nos missions techniques et pédagogiques sont essentielles à
l'existence d'un ministère d'intervention : défendons-les !**